

É D I T O R I A L

L'opérette a fait son temps

Lise Bissonnette

Au risque des insolations et des indigestions, les chefs des trois grands partis fédéraux mènent autour des B-B-Q une campagne électorale d'opérette. La première ministre, madame Campbell, en tire le meilleur profit, mais elle doit le plus rapidement possible convoquer un scrutin qui a déjà trop tardé.

Quoi que prétendent les stratèges qui s'épanchent sur les vastes plages que sont les pages estivales des journaux, la prochaine campagne fédérale sera l'une des plus traditionnelles, en particulier au Canada anglais. L'effondrement du Nouveau Parti Démocratique et le rétrécissement du Reform Party promettent une collision frontale entre les deux "vieux" partis; plutôt que les savantes manoeuvres, la puissance et la richesse de leurs machines respectives seront déterminantes. Et quand les deux camps jurent leurs grands dieux qu'ils éviteront les attaques contre la personnalité des chefs, c'est pure hypocrisie. Prêtez l'oreille, vous n'entendez déjà que ça; des insinuations sur l'inexpérience et l'instabilité de la dame et des remarques sur l'allure peu décorative du monsieur. Au premier signe de chauffe, le naturel reviendra au galop.

La bataille promet néanmoins d'être intéressante quant au fond, justement parce qu'elle forcera le Parti libéral et le Parti progressiste-conservateur à se redéfinir sur plusieurs fronts plutôt que de tout miser sur un seul thème, comme ce fut le cas en 1988 avec le duel sur le libre-échange. Au Canada anglais, l'électorat néo-démocrate est à prendre, il faudra lui faire la cour en parlant de politiques sociales et d'emploi plutôt que de lutte au déficit. Au Québec, la force du Bloc Québécois va aculer le PC et le PLC à ouvrir leur jeu quant aux relations fédérales-provinciales. L'enjeu constitutionnel a beau épuiser tous les combattants, il survit toujours, tant qu'il n'y a pas règlement.

La débânde présumée du NPD est une affaire de conséquence que la base néo-démocrate traite avec une légèreté saisissante en affichant ici et là son désir de passer dans le giron libéral. Les raisons de cette désaffection massive sont bien futiles. D'une part les électeurs d'allégeance néo-démocrate reportent sur le parti fédéral, qui ne leur a rien fait, un mécontentement à l'égard des gouvernements provinciaux de couleur NPD, auxquels ils reprocheraient pour un peu d'avoir pris le pouvoir. D'autre part, tout ce beau monde, qui prétend mépriser la politique politicienne, donnerait cher pour que la chef soit une semillante populiste plutôt qu'une dame austère et laborieuse. Pour se déculpabiliser, les transfuges affirment à qui veut l'entendre qu'ils croient mieux parvenir à leur "société juste" dans un grand et solide parti de pouvoir, comme l'est le Parti libéral. C'est le raisonnement même que tenaient les colombes progressistes québécoises qui ont boudé la famille naturelle du NPD, il y a 25 ans, pour s'arrimer au PLC et nous donner le gouvernement Trudeau. La société juste, on le sait, est restée un slogan. Et si les gouvernements libéraux des années 70 ont adopté quelques politiques de redistribution plus équitables, c'est justement parce qu'ils courtoisaient un électorat néo-démocrate résistant. À compter du moment où cet

électorat vient se livrer gratuitement à un parti traditionnel, il perd le peu de leviers dont il disposait.

À moins d'un sursaut de sagesse, c'est pourtant bien ce que la gauche canadienne s'appête à faire. À court terme, le déplacement escompté de tels suffrages aura toutefois l'avantage de clarifier les positions. Au cours du dernier mandat conservateur, les Canadiens qui n'ont cessé de vilipender les politiques de rigueur, l'obsession du déficit et toute mise en cause de la structure actuelle des programmes sociaux, se sont enfermés le plus souvent dans le confort du discours correct, image de marque du NPD, comme en a témoigné sa dernière tentative de programme. En pratique, le débat n'a jamais eu lieu parce que les grands partis n'échangeaient qu'escarmouches et allusions sur ces sujets minés.

Le Parti libéral, notamment, pourrait bien trouver l'épisode difficile à vivre. Juste au moment où M. Chrétien commençait à adopter un discours plus conservateur pour appâter l'électeur moyen, désormais conditionné à dramatiser la dette publique, il lui faudra se

rabattre un peu plus à gauche pour consolider son avantage auprès des néo-démocrates, notamment dans l'incontournable Ontario. Mais le reste de l'électorat canadien se méfiera, en même temps, de toute promesse de lendemains qui chantent et qui ne coûtent rien. L'affrontement permettra au moins aux Canadiens de donner une indication de leur volonté, et il est temps: alors que la collision entre la responsabilité fiscale et les responsabilités sociales domine depuis dix ans les grandes politiques publiques, les campagnes électorales ont constamment porté sur autre chose. Ce ne sera pas le cas en 1993.

Le scrutin se singularisera aussi en transportant sur la scène électorale, grâce à la percée du Bloc Québécois, les brûlantes questions de l'après-Charlottetown que les deux grands partis s'entendent pour escamoter. Il ne s'agit pas de discuter de clauses constitutionnelles, le temps en est révolu. Mais le redressement de l'économie, le Bloc a raison de le souligner, passe nécessairement par des décisions majeures sur les rôles respectifs des deux ordres de gouvernement, comme on le voit dans le dossier de la formation de la main-d'œuvre. Les nombreux blocages que connaît en outre le Québec dans ses actions de relance industrielle, les inévitables persistantes des investissements fédéraux en recherche et développement, voilà quelques uns des enjeux concrets que les grands partis fédéraux s'accordaient jusqu'ici pour pousser sous le tapis durant une élection, ou pour ne débattre qu'en période référendaire. La présence du Bloc va faire éclater cette collusion stérile. Le PC de madame Campbell, qui vient de donner des signes de raidissement dans l'affaire de la main-d'œuvre, ne semble pas avoir encore compris cette nouvelle donne.

Le ras-le-bol qu'a si vivement manifesté l'électorat en octobre dernier se traduit aujourd'hui par un cynisme généralisé à l'égard des prochaines élections fédérales. Aucun scrutin n'est négligeable, pourtant, et celui qui vient pourrait être bien plus déterminant que ne le laissent voir les préliminaires d'été.

L'heure n'est plus au ras-le-bol, le prochain scrutin porte sur des brûlots

L E T T R E S

Entre services et clientèle

Suite aux articles publiés dans LE DEVOIR des 27, 28 et 29 juillet derniers par Martine Turenne sur la communauté autochtone de Montréal, le Centre d'amitié autochtone de Montréal (CAAM) doit rectifier certaines remarques.

Ces articles ne font état que des prostituées et des toxicomanes. Nous aurions cru qu'après avoir passé plus d'une heure avec le personnel et la clientèle du CAAM et avoir discuté des programmes et services offerts, Mme Turenne aurait eu le bon sens de faire état aussi des professionnels, des étudiants, des familles et des personnes autochtones qui sont tous aptes à travailler et à aider au développement de la communauté montréalaise.

Il est difficile de différencier entre les différents organismes autochtones mentionnés car le journaliste mélange les services et la clientèle. Il est évident que, lorsqu'on parle d'un foyer d'hébergement, on va y rencontrer des personnes en difficulté. Même chose pour un organisme qui offre des services para-judiciaires. Cela ne doit pas donner à croire toutefois que toute la population autochtone à Montréal souffre de «criminalité, d'alcool et de misère».

Lorsque LE DEVOIR nous a exprimé son désir de faire un reportage sur la communauté autochtone de Montréal, nous étions loin de penser que ce journal respecté serait esclave du sensationnalisme. De plus, plusieurs personnes consultées se sont plaintes de citations erronées.

Le CAAM existe depuis 17 ans et est situé au 3730 Côte-des-Neiges et n'offre pas que des repas, contrairement à ce qui a été publié. Le personnel du Centre d'amitié autochtone de Montréal Montréal, 29 juillet 1993

Méprise sur Le Chien

Dans un attachant «Hommage à Léo Ferré», publié dans LE DEVOIR du 26 juillet sous la signature de Luc Granger, ce dernier donne en exemple du talent de l'auteur-compositeur «l'écriture sublime du chant choral dans la version 84 du Chien». Il y a malheureusement la méprise.

Le texte cité du Chien, paru sur l'album *Amour, Anarchie* du début des années 1970, était alors accompagné par une musique électro-acoustique composée et interprétée par le groupe français Zoo, avec qui furent signés quelques titres. Mais Ferré, au-delà de la charge alors contestataire de la musique rock ou pop, n'était pas comblé. Il bifurqua vers la musique symphonique. Et pour interpréter à nouveau *Le Chien* au début des années 1980, il adapte un chant de la Semaine Sainte, *O vos omnes*, un des dix-huit *Répons de Ténèbres* du compositeur Tomas Luis de Victoria (1548-1611), et le fait enregistrer par la Chorale de la Cathédrale de Monaco. C'est cette bande, en arrière-fond, que l'on entend sur l'enregistrement public de 1984. L'effet est saisissant, mais on ne peut parler d'un chant choral signé Ferré.

C'est, en fait, l'enfance Ferré qu'il laisse remonter en lui. Dans *Le Monde de la Musique* (n. 148, octobre 1991), il raconte: «Chez mes parents il n'y avait pas de musique. À Monaco, la seule musique, c'était le bal du dimanche. Mais, à l'âge de cinq ans, tout seul, je dirigeais un orchestre imaginaire. Je n'avais jamais vu de chef d'orchestre et je croyais que les gens faisaient tous comme moi. Quand je me suis rendu compte que ce n'était pas le cas, je me suis refermé sur moi-même. Mes premières études musicales, c'est à la cathédrale que je les ai faites. J'étais soprano soliste. Nous chantions la messe en grégorien et j'aimais beaucoup le *O vos omnes* de Tomas

Luis de Victoria, que j'ai utilisé dans *Le Chien*».

Alain Beauvais
Montréal juillet 1993

Prière à Valcourt

Monsieur Bernard Valcourt, J'ai appris avec consternation que votre gouvernement s'appête à expulser, demain, le 31 juillet, Mme Clara Palacios, Salvadorienne de 23 ans, atteinte de sida. Votre décision a produit beaucoup d'émotion dans la communauté latino-américaine de Montréal.

Au cours de la terrible guerre civile au Salvador, Mme Palacios avait perdu son père et son mari. Arrivée au Canada en février 1991, elle est devenue plus tard séropositive. Aujourd'hui, elle a un fils, Jimmy, 10 mois, né au Québec.

Malheureusement, sa demande du statut de réfugiée politique a été rejetée. Comme vous le savez, le Canada a signé la convention de l'ONU sur les droits des enfants. Il est ainsi tenu d'assurer la protection des enfants et de leur permettre de vivre avec leurs parents.

D'autre part, vous n'ignorez pas que suite à la guerre qui eut lieu au Salvador, ce pays ne possède pas les ressources nécessaires pour traiter les personnes atteintes de sida.

Je vous demande de faire preuve de compassion et de tolérance afin de réévaluer le dossier de Mme Clara Palacios et de lui permettre de rester au pays, avec son enfant, pour des motifs humanitaires.

Je tiens à vous rappeler que le peuple québécois possède une longue tradition d'ouverture en matière d'immigration et d'accueil des réfugiés. Bien à vous, Osvaldo Nunez
Candidat du Bloc québécois dans le comté fédéral de Bourassa
Montréal, le 29 juillet 1993

FONCTIONNAIRE SENSIBILISANT LA POPULATION



REPRISE

Le moderne italien n'est pas clerc

«Il faut d'abord être laïcs, ensuite Dieu nous aidera». Cette petite phrase énigmatique confiée au *Corriere della Sera* par Raoul Gardini, l'ex-

grand patron de la multinationale Ferruzzi, peu de temps avant de se suicider, prend aujourd'hui un aspect testamentaire. Aspect dont l'écho des récents attentats de Rome et de Milan accentue la dimension tragique et prémonitoire. Qu'a donc voulu signifier ce condottiere au sourire carnassier qui, à l'instar de Gabriele Cagliari, directeur de la puissante ENI (la Société nationale des hydro-carbures) a préféré se soustraire par la mort à la justice plutôt qu'en affronter sa rigueur. Il était sur le point d'être inculpé pour corruption, faux et violation de la loi sur le financement des partis dans l'affaire des fonds noirs de la Montedison. Maintenant qu'en Italie se rallument les foyers terroristes, il convient de tirer au clair ces paroles dont l'enseignement dépasse le seul cadre de la Péninsule et évoque une autre courte phrase, riche de sens, de Rimbaud: «Il faut être résolument moderne».

Laïcité, modernité, la rime n'est pas accidentelle. Elle recoupe les conditions qui permettent le dépassement de l'un dans l'autre dans l'exercice plein et entier de la démocratie. Et pourtant, plus d'un siècle d'utopies sociales, de guerres et de réformes n'a pas encore réussi à réaliser totalement les promesses que ces deux termes étaient sensés contenir. C'est dire l'ampleur de la tâche à accomplir maintenant que l'Etat-nation n'est plus conçu comme le moteur de cette modernité et le rempart de l'individu contre les excès de libéralisme.

On aurait tort de croire que la laïcité ne concerne que la lutte pour l'accès à l'école non-confessionnelle. Certes l'école laïque demeure un maillon essentiel du dispositif de la modernité, mais encore faut-il que la culture politique qui la sous-tend se soit affranchie d'une conception ecclésiastique du politique. Cette condition est loin d'être réalisée dans le monde aujourd'hui; en Italie l'opération Mani Pulite en témoigne éloquemment.

En dépit d'une histoire deux fois



FULVIO CACCIA

millénaire, l'Italie est un pays jeune. La création de l'Etat-nation coïncide avec la naissance du Canada avec lequel il partage le même régime politique: la monarchie constitutionnelle. Plusieurs royaumes et duchés aux dialectes disparates — à l'époque 2% de la population parlent l'italien — sont en effet réunis sous la couronne du roi du Piémont, Vittorio Emanuele. La France n'est pas étrangère à cette unification dont Garibaldi devient l'artisan charismatique. La guerre entre alliés obligent les Italiens au changement. Le référendum du 2 juin 1946 sanctionne l'avènement de la nouvelle république.

Mais cette rupture n'est qu'apparente. Sous des dehors républicains se poursuit une longue et pernicieuse tradition politique italienne: le transformisme. Cette méthode de gouvernement qui consiste à récupérer les idées neuves pour maintenir le statut quo, fait flores au sein de la démocratie chrétienne. Rien d'étonnant puisque son idéologie et ses tactiques sont élaborées, non pas dans le maquis de la Résistance, comme le colporte la légende, mais bien dans les officines du plus vieux pouvoir du monde: le Vatican. L'anti-communisme viscéral fait le reste. Il est vrai que ce sentiment est largement inspiré par le grand frère américain qui entend mettre hors de portée le bassin méditerranéen de toute influence marxiste. L'axe Rome-Berlin, naguère fer de lance du fascisme, devient ipso facto, par une curieuse, mais révélatrice inversion, le bouclier de l'anti-marxisme.

Ainsi, sous couvert de démocratie, s'est actualisée les vieilles fractures entre les clercs et ceux qui ne le sont pas: le «laïcos» c'est-à-dire le populaire

en grec. À cette tradition qui maintient le temporel sous la tutelle du spirituel, se greffe toute une série de comportements et de conceptions du monde qui va du messianisme au volontarisme politique. Musique familière aux oreilles des Québécois. Car l'absence de séparation entre l'Eglise et l'Etat, dans un contexte minoritaire, conduit tout droit à la notion de peuple élu. L'élection, nous y voilà donc! Si un peuple ou un individu est choisi par Dieu, alors il peut bien se soustraire aux hommes et à leurs lois. L'adéquation de la loi divine avec la loi des hommes, invoquée par l'Eglise, peut certes éviter au système de dérapage, mais seulement dans la mesure où la foi en ses valeurs morales demeure forte. Ce nécessaire contre-poids s'effondre dès qu'on les abandonne, comme aujourd'hui, sous la double poussée de l'individualisme et du libéralisme. Du coup, la nature profonde de ce régime «ancien», s'il en est, se dévoile: celle d'une pure mécanique de pouvoir et de répression dont la fonction est de se reproduire, coûte que coûte, par la cooptation, le secret, les rites, le chantage, les manipulations et, bien sûr, la violence.

Des éléments d'une classe politique menacée peuvent être conduits aux mêmes extrémismes que la mafia avec laquelle ils partagent désormais le destin. Car l'un et l'autre se confondent. Ainsi les saints se transforment en assassins. Dieu communie avec le diable et un président du conseil embrasse le chef de la cupola mafieuse.

Pour contrer cette contamination, un seul antidote: la réinjection de l'éthique et de la morale au sein de ce régime. C'était le sens de la démarche de Jean-Paul II lors de sa visite en Sicile le mois dernier. Mais peut-on rescaper un corps moribond? En lâchant la Démocratie chrétienne, devenue il y a trois jours le Parti populaire, tiens, tiens, l'Eglise italienne prend acte de l'opinion générale et consent à la nécessaire séparation d'avec l'Etat. L'attentat à la cathédrale Saint-Jean de Latran, la cathédrale du pape, trouve dès lors tout son sens: la vengeance d'un «vieux associé» s'estimant trahi pas son ancien allié. Tel est le prix de l'avènement d'un espace pleinement laïque où pourra enfin s'exercer une politique «sans qualités».

À P R O P O S

... des familles

La répartition du nombre d'enfants selon l'âge a connu de grands changements depuis le début du programme d'allocation d'aide aux familles. En 1974, le nombre d'enfants augmentait avec l'âge: 89 272 enfants avaient moins d'un an et 115 326 étaient âgés de 17 ans, le maximum étant atteint à 15 ans avec 133 917. C'est l'influence du «baby boom» qui provoque cette situation. D'année en année, cet effet disparaît et, à partir de 1984, la répartition du nombre d'enfants selon l'âge est à peu près constante.

La répartition des familles selon le nombre d'enfants s'est beaucoup modifiée depuis 1974. À cette époque, 70,2% des familles comptaient un ou deux enfants. En 1991, 85,7% des familles ont un ou deux enfants. De 275

131 qu'il était en 1974, le nombre de familles de trois enfants ou plus a diminué sans arrêt pour atteindre un plancher de 134 993 en 1989, soit une baisse d'un peu plus de 50%. Cependant, depuis 1990 se dessine une légère tendance à la hausse.

Le portrait des 16 régions du Québec montre que la proportion des familles qui comptent un ou deux enfants varie entre 82% et 88%. Une seule exception: le Nord du Québec où seulement 70,7% des familles font partie de cette catégorie. Cette région présente 11,9% des familles qui ont quatre enfants ou plus alors que la proportion est de 2% ou 3% environ dans les autres régions.

Régie des rentes du Québec, Statistiques 1991

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Directeur délégué à l'administration ANDRÉ LECLERC

Directeur de l'information BENOÎT AUBIN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, ROCH CÔTÉ

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAÇON

Directeur des publications spéciales GUY DESHAIES

F A I S C E Q U E D O I S